

LaDepeche.fr

Publié le 19/02/2017 à 07:36, Mis à jour le 19/02/2017 à 07:50
Les sales affaires de l'Andorre...

[Photo] La surveillance s'exerce de chaque côté des frontières entre la France, l'Espagne et Andorre

Ministre des Finances d'Andorre, Jordi Cinca Mateos entendu mardi par la juge andorrane Concepcio Baron. Cité dans les Panama Papers, il a reconnu en avril dernier avoir eu une société panaméenne. Un aveu qui a déclenché une plainte contre lui en Espagne puis en Principauté, déposée par son ancien associé, Joan Samarra, quant à de troubles affaires d'or et de diamants africains.

Fin janvier, la Cour du Parlement d'Andorre a accepté de recevoir une plainte déposée le 17 novembre 2016 et dont la Principauté se serait sans doute bien passée, cette publicité. Actuel ministre des Finances et porte-parole du gouvernement d'Antoni Marti (centriste), Jordi Cinca est en effet accusé dans cette procédure judiciaire à l'administration déloyale», «détournement» et «blanchiment d'argent» par Joan Samarra, l'ancien dirigeant fondateur d'Orfund, un groupe andorran disparu, autrefois spécialisé dans l'import-export et l'affinage de l'or (1). Selon ce dernier, du milieu des années 90 au début des années 2000, Jordi Cinca, alors fondé de pouvoir de la filiale africaine du groupe, aurait trompé Orfund et commis de présumées malversations lors d'opérations d'achat d'or et de diamants.

Du Panama à l'Andorre

Mardi dernier, le ministre des Finances andorran a été entendu par la juge Concepcio Baron pour s'expliquer sur son passé professionnel. Prévue pour 16 heures, l'audition a finalement été avancée en toute discrétion au matin, loin des caméras. Et Jordi Cinca a de nouveau nié toutes les accusations portées contre lui, affirmant avoir donné à la magistrate les preuves de son innocence dans cette affaire qu'il dénonce depuis le début comme un «tissu de mensonges» visant à l'abattre.

Car, de fait, ce dossier qui agite discrètement l'Andorre ne date pas d'hier, l'affaire trouvant son origine dans les Panama Papers et une autre plainte étant depuis cet été dans les tuyaux de la justice espagnole, à Barcelone (lire page 3).

Andorre, Panama, d'un paradis fiscal l'autre... «quand on est censé représenter devant l'Union européenne et les institutions internationales une Andorre en quête de respectabilité et clamant sa volonté de transparence financière, on ne peut être impliqué dans les Panama Papers ni soupçonné de quoi que ce soit», tonne donc en Principauté l'opposition, depuis avril 2016, socio-démocrates (gauche) et libéraux (droite) andorrans réclamant inlassablement la démission du ministre. En vain. Fort du soutien de son chef de gouvernement, Jordi Cinca a indiqué que seule une mise en examen

pourrait le faire partir.

Liquidation contestée

Seulement voilà ... en attendant la décision de la justice andorrane, d'autres affaires assombrissent aussi le ciel du pouvoir local, alors qu'il a fait de la «normalisation» le cœur de sa communication politique. La liquidation de la Banca Privada d'Andorra, accusée de blanchiment en mars 2015 par le FinCEN, gendarme financier du Trésor américain, et «tuée» avant d'avoir pu présenter sa défense, reste également problématique pour le gouvernement : Higiní et Ramon Cierco, actionnaires majoritaires de BPA dénoncent une procédure inique et réclament près d'un demi-milliard d'euros de dédommagement à l'État andorran.

C'est l'image ? Ces derniers mois, diverses affaires ont également renvoyé l'Andorre vers les clichés dont elle veut se débarrasser. En juillet dernier, le procureur général de Palerme et deux hauts magistrats sont ainsi venus en Principauté au Credit Centre et Credit Andorra pour se faire ouvrir des coffres, sur commission rogatoire, afin d'y saisir des avoirs mafieux siciliens. Puis il y a eu, côté espagnol, l'implication de l'ancien directeur général d'AndBank dans un dossier de corruption présumée, en Catalogne. D'autant plus gênante que l'homme siégeait à l'Institut national andorran des finances (Inaf)... Enfin, cette semaine, ce sont l'ancien maire de Sant-Julia, Montserrat Gil et son premier adjoint, Manuel Torrentallé, qui ont été interpellés et incarcérés pour malversations de fonds publics et faux. Nouveau symptôme d'un système en crise ? Ou la preuve, au contraire, que la justice fait son travail en Andorre et que le pays marche bien vers plus de transparence ? Tels sont les arguments du débat, selon les camps.

(1) Orfund fut même un temps candidat à la reprise des mines de Salsignes, dans l'Aude. N.D.L.R.

P.C.

<https://www.ladepeche.fr/article/2017/02/19/2520120-les-sales-affaires-de-l-andorre.html>